



# PRÉFET DES VOSGES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est

Epinal, le 5/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EGGER PANNEAUX ET DECORS**

ZI de Blanchifontaine  
BP 65  
88700 Rambervillers

Références : S-24-689RP

Code AIOT : 0006202396

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement EGGER PANNEAUX ET DECORS implanté ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGGER PANNEAUX ET DECORS
- ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EGGER Panneaux&Décors de Rambervillers appartient au groupe autrichien EGGER. Le site rambuvetais est spécialisé dans la fabrication de panneaux de particules.

L'exploitation est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018.

#### **Thème de l'inspection :**

- Qualité des rejets atmosphériques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Valeur limite d'émission en concentration et en flux	AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Condition de surveillance	AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.3.4	Sans objet
2	Équipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.3.4	Sans objet
3	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet
5	Respect des Valeurs limites d'émission autres polluants	AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3	Sans objet
8	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection ont révélé des lacunes dans la justification des mesures de suivi des émissions atmosphériques de l'établissement. Plusieurs points nécessitent des compléments d'information dans un délai de 3 mois :

- les explications concernant les rapports de contrôle de mesure réalisés par le laboratoire de contrôle accrédité ;
- la justification de la conformité de la droite d'étalonnage pour la mesure continue des COT ;
- des précisions sur les émissions diffuses de l'établissement par rapport aux données nationales.

De plus, des émissions diffuses ont été constatées et un suivi est mis en œuvre par l'exploitant. Toutefois, l'inspection demande de vérifier ces éléments théoriques en réalisant des mesures adaptées et en justifiant leur calcul dans un délai de 6 mois.

Par ailleurs, dans le cadre de l'action nationale des composés organiques volatiles de 2024, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre la composition des colles et résines utilisées afin de connaître les solvants potentiellement présents dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Nomenclature

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Équipement

**Prescription contrôlée :**

Rubrique			Nature de l'installation et volume autorisé
numéro	activité détaillée	régime	
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910		<p>naturel et poussières</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- capacité d'incinération de déchets dangereux : 150 tonnes par jour</li> <li>- capacité d'incinération de déchets non-dangereux : 12,5 tonnes par heure</li> </ul>
2910.A1	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	E	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux chaudières de secours fonctionnant au gaz naturel de puissance 8 et 22,84 MW.</li> <li>- Deux groupes électrogènes fonctionnant au fioul de puissance 630 kW et 200 kW</li> <li>- Trois pompes incendie de 132 kW chacune</li> </ul> <p>Puissance totale de 32,07 MW</p>
2910.B1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	E	<p>Un séchoir direct fonctionnant au gaz naturel et aux poussières de bois d'une puissance de 27 MW</p>

3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un incinérateur de déchets dangereux de 55 MW</li> <li>- deux chaudières de secours fonctionnant au gaz naturel de puissance 8 et 22,84 MW</li> <li>- deux groupes électrogènes fonctionnant au fioul de puissance 630 kW et 200 kW</li> <li>- un séchoir direct fonctionnant aux poussières de bois d'une puissance de 27 MW</li> <li>- trois pompes incendie de 132 kW chacune</li> </ul> <p>Puissance totale de 114,07 MW</p>
------	---	---	---

3610.c	Fabrication, dans des installations industrielles, de panneaux de bois avec une capacité supérieure à 600 m³ par jour	A	Capacité de production de 2 200 m³ par jour
--------	---	---	---

#### Constats :

Suite à la refonte de la réglementation sur les installations de combustion en 2018, la détermination du classement des rubriques 2910 et 3110 des ICPE a été modifiée selon un guide de 2019. Vu les puissances des installations de combustion (séchoir, incinérateur, chaudière), l'établissement est classé en 3110 avec une puissance minimale à 82 MW. Le site Egger ne relève donc plus de la rubrique 2910 A1 et B1.

La rubrique 3610 (fabrication des installations de panneaux de bois d'une capacité supérieure à 600 m³ par jour) intègre les 3 séchoirs du process : 1 séchoir direct et 2 séchoirs indirects. Pour la compréhension de tous, ces éléments sont à rajouter dans le tableau de nomenclature.

Dans le cadre de l'action nationale de COV, l'inspection investit sur les produits contenant des solvants. Lors du process, l'exploitant utilise des résines et de la colle contenant notamment du formol, de la mélanine. Toutefois, il n'a pas la certitude que les produits ne contiennent pas de solvants.

Ces évolutions pourront être intégrées aux activités classées sur le site lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre des précisions sur la composition de ces produits pour savoir si des solvants sont utilisés dans son process dans un délai de 3 mois

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Équipements de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Conduit n° 4 : WESP 1 (sortie de séchoirs) Conduit n° 5 : WESP 2 (émission presse)</p> <p>Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humide.</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un conduit WESP 1 (conduit 4) qui comprend 3 séchoirs (1 direct et 2 indirects) ;</li><li>• un conduit WESP CONTI (conduit 5) ;</li><li>• de nombreuses cheminées filtrant la poussière du process tout au long de la fabrication de panneau bois.</li></ul> <p>L'exploitant a transmis un inventaire des sources d'émissions de poussières à l'inspection par courriel le 30 avril 2024 où la localisation des filtres poussière est identifiée. Il comptabilise 30 cheminées qu'il considère comme diffus par leur conception (conduit court, accès difficile...). Néanmoins l'exploitant calcule théoriquement les flux émis par ces émissaires d'après des valeurs de performance assurée par l'installateur des filtres. Aussi ces 30 émissaires représentent un flux théorique de 3 528.18 kg/an.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une unité presse, qui émet, d'après les déclarations de l'exploitant, 4 tonnes d'émissions diffuses en COV par an sans canalisation.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Pour les cheminées non réglementées, filtrant la poussière du process, l'inspection demande de vérifier le calcul théorique par mesure sur un échantillonnage (3-4) représentatif.</p> <p>Pour l'unité presse, l'inspection demande de vérifier les émissions produites par ce process</p> <p>L'inspection propose un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Modalité de surveillance réglementaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p>

[...]

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publiées au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

**Constats :**

Le process de l'établissement est discontinu : il comprend des phases où les 3 séchoirs fonctionnent en même temps, 1 mode où 50 % des équipements fonctionnent et 1 mode où un seul séchoir est en marche. L'exploitant ne contrôle pas ce fonctionnement.

Les rapports de mesure du laboratoire d'APAVE des interventions de septembre 2023 et novembre 2023 montrent des résultats différents selon le fonctionnement des séchoirs (formaldéhyde varie de 0.025 mg/Nm<sup>3</sup> à 10.185 mg/Nm<sup>3</sup>).

Pour réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles, une mesure pour chaque polluant sur les 3 modes de fonctionnement est nécessaire.

L'exploitant a établi un bilan annuel par polluant pour comparer les émissions en fonction de la charge du process pour l'année 2023, remis le 20 juin 2024.

Ce constat n'appelle pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Valeur limite d'émission en concentration et en flux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des concentrations et flux pour WESP 1 des émissions pour les COV

**Prescription contrôlée :**

[...] c. Composés organiques volatils

La valeur limite d'émission pour les Composés Organiques Volatils totaux est de 110 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux horaire maximum de 42,6 kg.

La valeur limite d'émission pour le formaldéhyde est de 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux horaire maximum de 2,13 kg.

[...]

**Constats :**

Le rapport de mesure du laboratoire d'APAVE de l'intervention entre le 25 et 27 septembre 2023 montre des résultats comme suit :

- pour un fonctionnement avec deux séchoirs (au lieu de 3) , les mesures de COVT sont de 75,9 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux à 50,3 kg/h ;
- pour un fonctionnement au 2/3 (séchoir 2 en arrêt lors de la mesure), la mesure de formaldéhydes est de 10,185 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux horaire à 6,517kg/h ;
- le rapport de mesure du laboratoire d'APAVE de l'intervention entre le 14 et 16 novembre 2023 montre des résultats comme suit :
  - ◆ pour un fonctionnement avec un seul séchoir (au lieu de 3), les mesures de COVT sont de 84,4 mg/Nm<sup>3</sup> et un flux à 27,6 kg/h ;
  - ◆ pour un fonctionnement optimal des équipements avec une précision d'arrêt de 2 séchoirs pendant de 2 heures, la mesure de formaldéhydes est de 0,025 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant ne précise pas de conclusion, d'explication ou d'action corrective aux non-conformités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre un positionnement, des explications, voire des actions correctives à l'inspection pour les mesures réalisées en septembre 2023 dans un délai de 3 mois. Il lui est rappelé que cette démarche doit être appliquée à chaque envoi de rapport à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Respect des Valeurs limites d'émission autres polluants**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des Valeurs limites d'émission autres polluants

**Prescription contrôlée :**

[...] d. Autres polluants

Cette section est applicable lorsque le séchoir direct est en service.

Lorsque le séchoir direct est en service les valeurs limites d'émission, en concentration, des polluants référencés dans le tableau ci-dessous sont déterminées par la formule suivante :

$$VLE = A \times \frac{Q_{dir} \times (21 - [O_2])}{3 \times (Q_{ind} + Q_{dir})}$$

avec :

- A = cf. valeur détaillée par polluant dans le tableau ci-dessous en mg/Nm<sup>3</sup> (sauf autre unité précisée dans le tableau) ;
- Q<sub>ind</sub> = somme des débits maximaux des gaz de combustion des deux séchoirs indirects (en Nm<sup>3</sup>/h) sans correction d'O<sub>2</sub> ;
- Q<sub>dir</sub> = débit maximal des gaz de combustion du séchoir direct (en Nm<sup>3</sup>/h) sans correction d'O<sub>2</sub> ;
- [O<sub>2</sub>] = concentration en oxygène mesurée à la sortie du séchoir direct ;
- VLE est exprimé dans la même unité que A.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les mesures continues pour le mois d'avril en date du 14 mai 2024.

Des moyennes journalières de concentration pour le Nox sont comparées à des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) calculées sans précisions sur le débit des sécheurs et de leur fonctionnement.

L'exploitant a complété ce document par courriel du 21 juin 2024 par :

- le tableau de mesure Avril 2024 dans lequel a été ajouté les débits Q<sub>dir</sub> et Q<sub>ind</sub> ;
- le rapport de justification des dépassements sur le WESP Séchoirs d'Avril 2024. Ce rapport est rédigé, habituellement, chaque trimestre et accompagne les tableaux de mesure de la déclaration trimestrielle.

Ce constat n'appelle pas de remarques.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 6 : Condition de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/09/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Condition de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les campagnes d'autosurveillance réalisées en application du présent article sont représentatives du fonctionnement moyen des installations et au moins deux campagnes trimestrielles sont réalisées lorsque le séchoir direct en service.</p> <p>[...] L'exploitant réalise la première procédure QAL 2 de ses appareils de mesure en continu selon cette norme dans les six mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a informé l'inspection en date du 14 mai 2024 que « <i>l'appareil des mesures de COV sur l'électrofiltre des séchoirs présentait un problème de technique de mesure</i> ». En effet, l'appareil de mesure en place (MIR 900 analyseur Infra-rouge) ne lit que 2 COV (CH4 et C3H8), le résultat est donc une extrapolation via une droite de correction et non une mesure réelle de l'ensemble. Or dans le séchage du bois, il émet une diversité de COV bien plus importante. Le fournisseur Envea ne sait à l'heure actuelle pas mesurer la multitude de COV sur un process humide et après recherches et échanges internationaux avec les autres sites du groupe, il n'y a pour le moment à leur connaissance, aucune technologie étant capable d'effectuer cette mesure en continu dans des conditions de maintenance compatibles avec l'exploitation.</p> <p>L'inspection a transmis au bureau de la qualité de l'air (bureau compétent sur l'air du ministère) de cette difficulté.</p> <p>Par courriel du 30 mai, l'exploitant a transmis le QAL 2 d'APAVE du 19 juin 2023 (intervenu en septembre 2022) où une droite conforme pour le COT est de <math>y = 11.57 x + 63.46</math>.</p> <p>Les mesures retenues (18 mesures) utilisées par l'APAVE pour valider cette droite présentent une variabilité posant question sur la validité de la droite de correction utilisée. L'inspection demande des justifications plus précises sur ce paramètre dans un délai de 3 mois.</p> <p>Des questions se posent sur cette validation, notamment sur le fonctionnement du four pour les 18 points de prélèvement. L'inspection demande des justifications plus précises sur ce paramètre dans un délai de 3 mois.</p> <p>Par ailleurs les paramètres CO et Nox ont été conclus non conformes pour le QAL 2. Un deuxième rapport réalisé par le laboratoire de contrôle le 14 février 2024 (intervenu en septembre 2023) a été remis par l'exploitant avec un test de variabilité conforme.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande des justifications plus précises sur la conformité de la droite d'étalonnage du QAL2 du paramètre COT dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Emissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses réduites
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place tout dispositif nécessaire à la maîtrise des émissions diffuses de tout ordre, notamment COV et poussières.</p> <p>A cette fin et au plus tard un an après la notification du présent arrêté, pour les COV il est établi une étude qui fera le bilan des émissions diffuses. Cette étude ne portera pas sur les émissions</p>

liées aux stockages extérieurs de bois. Cette étude conclura en proposant des actions de réduction des émissions. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le 30 avril 2024, un bilan des COV et poussières. Pour les COV, des émissions diffuses sont quantifiées à hauteur de 16 168 kg/an sans précision. L'exploitant justifie cette absence de précisions par un calcul théorique provenant d'un document du groupe qui est similaire pour tous les établissements.</p> <p>Ainsi pour l'unité presse, il est déclaré des émissions diffuses de 4 tonnes par an sans canalisation. Néanmoins la température de l'équipement, inférieure à 200 °C ne permet pas de savoir si ces émissions sont réellement produites.</p> <p>Des justifications sont nécessaires pour savoir si les flux diffus théoriques du groupe sont émis par l'établissement (essence de l'arbre, maîtrise du procédé, ...).</p> <p>L'exploitant déclare que le groupe EGGER poursuit la recherche de diminution des émissions diffuses en testant des recettes différentes qui permettent d'assurer la qualité du produit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier le flux des émissions diffuses calculées pour leur établissement dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Entretien des traitements des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...]</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant affirme que l'électrofiltre humide est soumis chaque année à une vérification par un prestataire et est nettoyé à l'aide d'un traitement à base d'eau. Il souligne que les débits et pression sont des paramètres essentiels pour garantir le bon fonctionnement de l'équipement. De plus, une alarme visuelle de défaut matériel est en place pour s'assurer du bon état de la pompe de nettoyage de l'électrofiltre. L'exploitant souligne également l'importance de l'électrofiltre dans le processus de fonctionnement, notant que l'activité est suspendue en cas de dysfonctionnement du traitement.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite